

La Presse

I . La Presse. 1839-08-04.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.



LA

PRESSE

Presse et correspondances étrangères.

Hesse-Darmstadt. — On écrit de Giessen, 27 juillet : « Depuis quelque temps on avait remarqué parmi les étudiants des traces d'associations qui, bien que n'ayant pas un caractère politique, sont sévèrement défendues par les lois. Quelques étudiants furent arrêtés; il en résulta une fermentation parmi les autres, à laquelle on donna pour prétexte que l'un des étudiants incarcérés était dangereusement malade. A dix heures du soir, on entendit tout à coup dans les rues les cris de : *Camarades, à nous !* Aussitôt deux cents étudiants se réunirent et se rendirent à la prison, enfoncèrent les portes, après avoir maltraité un agent de police, mirent en liberté les détenus et se rendirent tranquillement dans leur domicile. Hier, pendant que les étudiants tenaient conseil et envoyaient une députation au grand-duc pour empêcher que le tribunal criminel ne fût saisi de l'affaire, un détachement de dragons arriva de Butzbach pour soutenir les mesures des autorités locales; depuis ce moment l'ordre est rétabli. »

Chine. — On écrit de Canton, 7 avril : « Un commissaire est arrivé de Pékin pour mettre un terme au commerce de l'opium. Il a commencé par faire arrêter tous les négociants anglais résidant, et a fait mettre les sceaux sur leurs magasins, déclarant qu'il ne leur rendrait la liberté que lorsque tout l'opium lui aurait été livré, et que, jusque-là, ils ne recevraient pour toute nourriture que du pain et de l'eau. Le capitaine Elliott a subi le même sort que ses compatriotes. Les choses se sont passées ainsi pendant quelques jours, mais enfin le capitaine Elliott a ordonné à tous les marchands de faire la remise de tout l'opium qu'ils avaient, en leur en garantissant le paiement. 20,000 caisses ont alors été livrées, dont la valeur est estimée à 2 millions sterling. »

Paris, 3 août.

DE LA PROCHAINE SESSION DES CONSEILS-GÉNÉRAUX.

(Troisième article, voir la Presse des 13, 30 juillet, et 1^{er} août.)

Le mauvais état de nos voies vicinales a fait pendant long-temps, et fait encore le désespoir des cultivateurs. Dans un pays où le sol est très-divisé, ces lignes de troisième ordre ont bien plus d'importance que dans une région de grande culture. Outre que la circulation est beaucoup plus fréquente dans les terrains morcelés, les moyens de locomotion y sont aussi moins complets. Le grand propriétaire peut, à la rigueur, surmonter les obstacles des mauvaises routes avec des atelages de choix; le petit cultivateur y perd son temps et ses animaux de trait. Il est, du reste, inutile de s'appesantir sur ces inconvénients; ils sont connus, ainsi que leur désastreuse influence. On sait que la difficulté de transporter les produits avilit les prix, que les améliorations agricoles ne sont possibles qu'autant que la circulation n'éprouve pas d'entraves, et que les économies dans la culture dépendent essentiellement du bon entretien des routes. Les chemins vicinaux existent partout, à de rares exceptions près; il s'agit seulement de les mettre en état. La nécessité a lié les villages, les hameaux et les plaines cultivées entre eux. Il s'agit donc plutôt de compléter que de créer.

La loi du 25 mai 1836 a, pour la plupart des cas, renfermé les ressources financières pour l'établissement définitif des chemins vicinaux dans des limites assez étroites, et les chemins vicinaux des grands communications reçoivent à peu près seuls des subventions sur les fonds départementaux. Cependant l'article 8 de la loi autorise les conseils-généraux à appliquer dans certains cas extraordinaires des centimes additionnels spéciaux aux chemins vicinaux ordinaires. Les conseils devraient, dans l'intérêt des communes, user largement de cette faculté, tant pour l'achèvement des voies de grande vicinalité que pour les autres chemins; car la rapidité de l'exécution peut en quelque sorte seule assurer le bienfait. Une partie très importante de ces communications se compose des ponts pour l'établissement desquels les allocations communales et départementales sont tout-à-fait insuffisantes. D'un autre côté, les ponts, lors même qu'ils seraient frappés d'un péage, ne donneraient jamais un revenu assez élevé pour pouvoir être construits par l'industrie privée. Les lacunes nombreuses que leur absence laisse dans les voies de grande et de petite vicinalité, paralysent les effets salutaires

d'un grand nombre de communications; les bacs et les gués ne remplacent jamais les ponts; ces deux moyens ne sont d'ailleurs pas toujours disponibles, et il y a des saisons où ils sont dangereux ou impraticables. La construction des ponts de 25 à 50 mètres d'ouverture exige donc des ressources extraordinaires qu'on ne peut demander à l'impôt. L'emprunt nous paraît le meilleur mode de résoudre la difficulté. Le travail qu'exige un pont doit être rapide, et la somme de la dépense doit être intégralement disponible pour être employée dans un bref délai. Des allocations réparties en plusieurs années ne rempliraient pas le but et ne donneraient au bout du compte que des constructions incomplètes et affaiblies avant leur achèvement. Pour que les chemins vicinaux aient donc une utilité réelle et prompte, il faut qu'ils soient complétés par des ponts. Quelques-uns de ces ponts rendront un péage suffisant pour leur entretien. D'autres donneront peut-être un intérêt des capitaux engagés, mais la plupart se trouveront dans des conditions moins favorables, en ce que le péage ne rendra pas même les frais d'entretien. Est-ce à dire que ces ponts ne seront pas utiles, et que leur dépense sera une charge pour le pays? On n'oserait l'affirmer. Les conseils-généraux pourraient d'abord intervenir pour les ponts qui se trouvent sur les lignes de grande vicinalité en essayant le système des emprunts avec un fonds d'amortissement calculé sur le temps pendant lequel on voudrait maintenir le péage. En entourant ces emprunts de certaines garanties, les capitaux ne manqueraient pas, et la caisse des dépôts et consignations qui est entrée plus d'une fois dans de semblables opérations, fournirait peut-être des fonds aux départements qui tenteraient ces essais. Après quelques expériences, le système s'appliquerait aussi aux autres chemins vicinaux, et on aurait ainsi en peu de temps des communications qui seraient d'un secours immense pour le commerce et pour l'industrie. Car, et nous le répétons, les trois industries exercent entre elles une influence réciproque; elles avancent ou elles reculent ensemble, du moins dans les états où le travail est organisé comme en France.

Plusieurs conseils-généraux ont voté des emprunts pour l'achèvement de certaines routes départementales. Plusieurs autres ont repoussé ce mode préférant reporter la dépense sur un grand nombre d'années, et en demandant à l'impôt les ressources pour la couvrir. Nous avons déjà exprimé notre opinion sur les deux systèmes, et nous ajouterons que les chemins vicinaux n'auront une utilité complète qu'autant que les routes départementales n'offriront plus de lacunes et qu'elles seront dans un état d'entretien satisfaisant. L'Ardèche, la Charente, la Loire, etc., ont décrété des emprunts pour achever les routes départementales. D'autres départements, l'Isère, par exemple, adoptera le même mode. Le Cantal, l'Aveyron repoussent les emprunts. Il faudrait au département de la Côte-d'Or un million pour l'achèvement des routes; mais, faute de cette somme, on laisse les choses dans leur état actuel, et on prive le département d'un des premiers éléments de richesse. Un emprunt d'un million serait cependant bien facile à réaliser; on pourrait le rembourser par annuités, ou au moyen d'un amortissement; les intérêts seraient servis par des centimes additionnels. Certes, si le crédit est utile à quelque chose, il doit l'être en pareille circonstance; ne pas en user, c'est repousser le meilleur moyen de hâter la prospérité du pays. Le bon état des voies de communication en Angleterre, en Belgique et en Suisse est une des principales causes des progrès de l'agriculture de ces pays; ils peuvent nous servir d'exemple, et les conseils-généraux doivent être persuadés que sans bonnes routes aucune amélioration agricole n'est possible.

Passons maintenant à un travail organique qui se lie intimement à la propriété territoriale; c'est le cadastre, le grand registre terrier de la France. Cette opération est depuis la loi de décembre 1821 à la charge des départements, et le gouvernement n'en a conservé que la direction générale. Toutefois un fonds commun de quatre à cinq millions, porté au budget de l'état, est destiné à venir au secours des départements dont les ressources sont insuffisantes. Malgré ce double sacrifice, le cadastre, qui a été commencé en 1808, n'est point en-

core achevé. Il a éprouvé de nombreuses vicissitudes. Presque abandonné à la fin de l'empire, il a été repris avec quelque activité en 1821. On lui a alors fait subir des modifications qui n'ont pas tourné à son avantage; les vues d'ensemble ont été abandonnées, et les éléments scientifiques ont été par trop négligés dans la partie d'art. Ces défauts sont aujourd'hui moins sensibles, on est revenu peu à peu aux premiers errements, sans cependant se soumettre entièrement aux règles qui devraient présider à une si vaste opération. M. de Prony, qui vient de mourir, avait été chargé des grands travaux préparatoires du cadastre, et les tables logarithmiques que laisse cet illustre savant étaient d'abord destinées à résoudre les difficultés des calculs géodésiques qui devaient servir de bases aux plans. Les conflits hiérarchiques qui se sont élevés à cette occasion entre deux ministères ont fait renoncer à leur emploi.

Le cadastre tire actuellement à sa fin, grâce aux sommes immenses qui lui ont été consacrées depuis quelque temps. L'achèvement de ce document ne lui donne malheureusement pas une bien grande valeur, si on ne se hâte de pratiquer une opération complémentaire tout à fait indispensable : nous voulons parler de la conservation du cadastre. L'état des propriétés change constamment; il n'y a pas seulement de simples mutations, mais il y a encore de nombreuses divisions, des réunions, des changements de culture et une foule de travaux qui modifient l'aspect, la nature et la valeur du sol. Or, comme le cadastre a été fait pour constater l'état exact des propriétés, il résulte de ces circonstances diverses que les plans anciennement rédigés ne ressemblent plus du tout au sol, parce qu'on n'y a pas tracé les changements qui se sont successivement opérés dans les propriétés; les mutations ont seulement été consignées sur les matrices des contributions et les pièces cadastrales proprement dites sont demeurées intactes. Aujourd'hui la confusion est telle que, dans un grand nombre de communes, les plans sont hors d'usage et les contrôleurs ne peuvent en tirer aucun secours pour rédiger les déclarations de mutations. Aussi celles-ci sont-elles en général très mal faites et les matrices sont entachées d'une infinité d'erreurs. Cet état de choses a été signalé depuis long-temps par plusieurs conseils-généraux, et la commission du budget a fait entendre en 1828 des plaintes à ce sujet.

L'administration a très bien senti combien il importait de sauver une opération aussi dispendieuse que le cadastre d'une perte presque inévitable. Elle s'est occupée, mais un peu tard, d'un projet de conservation cadastrale, et l'année dernière elle a adressé aux conseils-généraux une série de questions sur les meilleurs moyens de conserver le cadastre. Elle a, en même temps, nommé une commission pour examiner les divers projets de conservation qui avaient été présentés depuis long-temps. Le premier de ces projets remonte à 1826. L'attention avait donc été appelée dès cette dernière époque sur l'importante question des conservations cadastrales; mais ce n'est que douze ans plus tard qu'on y a songé sérieusement. Ce retard nécessite la refection des pièces cadastrales dans un grand nombre de localités, surtout dans celles où les plans sont déjà anciens et où la transmission du sol a été plus rapide qu'ailleurs. Les recherches qu'on fera à ce sujet, indiqueront aux conseils-généraux l'étendue des nouveaux travaux à faire et les dépenses qu'on aura à y consacrer, dépenses qu'il faudra nécessairement couvrir par des centimes additionnels. Il faudra en même temps appliquer un système de conservation qui maintienne les pièces cadastrales en parfaite harmonie avec le sol. Ce système, la commission, nommée par le gouvernement, paraît l'avoir arrêté définitivement, et dans des termes tels qu'à l'avenir toutes les conditions d'un excellent cadastre se trouveront remplies. C'est aux conseils-généraux à hâter son application et à suivre avec persévérance la réalisation d'un projet si vaste et si utile.

Le cadastre est au sol ce que l'état civil et les recensements sont à l'homme. Il sert d'abord de base à la répartition de l'impôt foncier et il joue un rôle important dans la constatation de nos droits politiques; bien exécuté, il servira à l'avenir à régler et à prévenir une

FEUILLETON DE LA PRESSE.

Les hirondelles.

Paris devient un véritable désert artistique : chacun s'en va ou s'en est allé. Winterhalter, depuis six semaines parcourt l'Italie et recueille les études d'un nouveau tableau qu'il prépare, et qui, par la grâce de la disposition et l'originalité de l'idée, doit rivaliser avec la page si poétique du *Décameron*. Winterhalter reviendra dans les premiers jours de novembre habiter son vaste atelier de la rue de la Bruyère et exécuter l'œuvre importante qu'il médite depuis le dernier salon.

Les deux Scheffer vont voyager aussi. Frappés du coup le plus cruel et le plus inattendu par la mort de leur mère, ils veulent demander des consolations à l'absence; plus tard seulement, ils reprendront leurs pinceaux jetés là avec un découragement profond. Mme Scheffer était une de ces femmes, fortes selon l'esprit de Dieu et du monde, elle s'entendait avec une tendresse merveilleuse à manier ces âmes d'artistes, à les soutenir dans leurs jours d'abattement, à les réveiller quand elles commençaient à s'engourdir, à les exalter quand l'esprit saint de l'inspiration resplendissait sur elles. Nul dévouement ne saura jamais, comme cette digne femme, diriger la naïve insouciance de ses fils, et leur ôter les soins matériels de la vie, si douloureux à ceux que l'art a marqués de son sceau divin et dont le royaume n'est pas de ce monde. Aussi Ary et Henry Scheffer l'aimaient pieusement et pour ainsi dire avec la religieuse adoration des jours de leur enfance. Souvent ils ont reproduit les traits vénérables de leur mère dans leurs tableaux; et l'auguste figure de la femme dans le tableau du *Christ libérateur*, tant admiré à l'avant-dernier salon et quise trouve maintenant dans l'oratoire de Mme la duchesse d'Orléans, était le portrait de Mme Scheffer. Il suffit de voir cette admirable peinture pour comprendre toute l'influence sublimée de cette mère sur ses enfants et la tendresse respectueuse de ses enfants pour elle.

Vous savez que Biard est parti pour accompagner Gaynard dans son expédition au Spitzberg. Vous savez encore qu'au sortir de Christiania, la voiture de l'artiste, renversée au bord d'un précipice, a été miraculeusement retenue par un vieux tronc de sapin et que le peintre est demeuré là, quelques instans, suspendu entre le ciel et un abîme profond de cinq cents pieds. Grâce à sa présence d'esprit et à son cou-

rage, Biard a su se sauver de ce péril, et a repris gaiement son chemin, tantôt par terre, tantôt par mer. Enfin il est arrivé à Hammerfest, c'est-à-dire à l'extrémité de la Laponie. Là, il a confié sa femme dont tant de fatigues n'ont altéré ni le courage ni la beauté, aux soins de la famille de M. Agard. — M. Agard est le principal négociant de cette ville qui, durant six mois de l'année, voit un jour sans fin et durant six autres mois une nuit sans interruption. Biard s'est ensuite embarqué à bord de la *Recherche*, et en ce moment il tente un passage à travers les mers de glace du Spitzberg ! Dieu le protège parmi tant de dangers et le ramène bientôt en France !

Ce n'est point pour la Laponie, c'est pour sa jolie maison d'Emeringe, dans le département de Saône-et-Loire, que Claudius Jacquand vient de partir. Depuis six mois, onze tableaux ont été peints par ce jeune maître, avec une facilité et pourtant avec une finesse d'exécution qui tiennent du miracle. Parmi ces tableaux, on remarque plusieurs sujets empruntés à Walter Scott; entre autres le baiser de la jolie fille de Perth à son Valentin, et Peveril dans la prison avec la filleule de l'orfèvre. Rien n'est charmant comme cette dernière scène habilement composée et rendue avec un savoir faire des plus heureux. La rougeur de la jeune fille, la bonhomie de l'argenter du roi Jacques, l'étonnement de Peveril, des étoffes, des meubles, des accessoires reproduits avec une fidélité et une vérité flamande, font de cette petite toile un véritable chef-d'œuvre. Et cependant Claudius Jacquand a fait mieux encore. C'est un moine, assis sur son banc de bois, et se laissant aller aux méditations que vient de lui inspirer une lecture ascétique. Le vieux livre, tout vermoulu, tout usé, git là, à demi fermé sur une table. La tête du moine fortement éclairée se détache, avec sa longue barbe blanche et son front qui resplendit comme une auréole, sur un fond croûteux qui en fait valoir les finesse de détails. Quant aux yeux, l'épaisseur des larges sourcils et la position penchée de la tête les placent dans l'ombre, mais comme il y éclatent de pensée ! comme on y lit les visions célestes qui passent devant ces prunelles limpides et bleues semblables à un reflet du ciel !... Jacquand rapportera sans doute d'Emeringe une vaste toile avec des personnages grands comme nature. Cette toile s'appellera la *Confession*, et représentera un chevalier agenouillé devant un moine.

Les paysagistes sont en campagne depuis long-temps. Cabat a passé l'hiver en Italie et doit bientôt revenir avec d'immenses trésors d'étude et sans avoir pris la robe du capucin, quoi qu'on en ait dit. Léon Fleury, ce naïf peintre des rochers, des chemins pierreux et des beaux arbres verts; cet artiste à renom, qui devrait en avoir bien plus encore, et dont

on aime apprécier chaque jour davantage le talent consciencieux et poétique, va se rendre d'abord aux eaux de Nérès avec sa femme. Vous savez, n'est-ce pas ? — que ces eaux sont dirigées par le spirituel et habile docteur Sybille, l'un de nos médecins de l'Académie royale de musique ? De Nérès, Léon Fleury se mettra à parcourir la Bretagne. Ainsi vous verrez, au prochain salon, quelques-uns des aspects sauvages dont abonde ce pays, depuis Nantes jusqu'à Brest; aspects étranges et terribles que mieux qu'un autre Léon Fleury saura reproduire.

Vous avez lu l'autre jour que Sébron se trouvait à Auch avec M. le duc de Nemours. Maintenant il peint une église hollandaise; delà, il se rendra à Florence pour y faire un portrait d'église italienne. Assurément s'il est une poétique vie, c'est la vie que mène ce jeune et ardent Ahsvérus de l'art, qui va chercher ses modèles aux extrémités de l'Europe, et à qui le hasard impose souvent les chances les plus romanesques. Naguère encore en Espagne, il s'est fait partisan pour peindre je ne sais quelle vieille église en ruines. Sans un buisson qui l'a dérobé aux regards des soldats de don Carlos, il payait de la vie sa passion pour les nef à demi détruites. De pareils malheurs ne ralentissent en rien ni son ardeur aventureuse, ni sa gaité spirituelle. Bon voyage, bonne chance ! L'hiver, nous aurons des récits animés et de joyeux propos dans votre atelier, Sébron ! dans votre atelier où vous avez terminé avant votre départ une si belle vue d'Anvers et une si magnifique cathédrale espagnole !

Desbœufs a terminé une gigantesque sainte Anne en pierre destinée à la Madeleine, et vient, de temps à autre, surveiller les travaux des praticiens qui mettent au point cette œuvre. La tête de la mère de Marie, déjà sortie du bloc et retouchée par le statuaire, réunit à une naïve expression de bonté un sentiment remarquable de calme et de force. C'est la femme simple qui demeure au logis et qui file de la laine; qui prie Dieu par de bonnes œuvres et qui dirige ses enfants dans une voie simple et vraie. Desbœufs s'occupe à la campagne de l'ébauche d'une figure de saint Bernard prêchant la croisade. Cette figure doit prendre place dans la galerie de Versailles.

C'est également un sujet chrétien que traite Mlle Méloé Lafont, cette jeune fille qui ne recule pas devant une vaste toile de quinze pieds, et à qui son *Assommoir de la Vierge* a valu, au dernier Salon, la grande médaille d'or. Après avoir montré la mère de Jésus dans sa béatitude céleste, l'artiste nous la montre dans sa reconnaissance pour Dieu : l'humble Marie élève les bras au ciel, et prononce les paroles du *Magnificat*. Autant que l'on en peut juger sur un tableau ébauché, la tête de la Vierge dépassera en perfection ce que Mlle Lafont a fait de

grande partie des contestations en matière de propriétés territoriales. Il servira aussi à établir d'une manière précise les progrès de l'agriculture, la statistique agricole; il sera un guide de toutes les améliorations que comporte cette industrie, et il présentera dans un tableau méthodique et concis les ressources de tous les propriétaires de France; sous ce rapport, il facilitera les prêts et une infinité de transactions importantes pour le cultivateur et le propriétaire. Toutes ces considérations engageront sans doute les conseils-généraux à insister sur l'établissement de conservations cadastrales et sur la refonte des plans dont la vétusté et la dissemblance avec le sol ne permettraient pas la rectification.

Le cadastre se rattache encore à toutes les questions que nous avons traitées dans nos précédents articles, questions d'assurance, de banque et de circulation; étant l'inventaire des richesses territoriales, il servira de base à l'évaluation de tous les moyens de conservation et de progrès dont l'agriculture peut avoir besoin. Voilà certes plus qu'il ne faut pour établir l'importance du cadastre et pour faire désirer vivement sa prompte et entière régularisation.

La chambre des pairs a voté aujourd'hui, presque sans discussion, le budget des dépenses.

Elle entamera lundi la discussion du budget des recettes, qui sera probablement voté dans la même séance.

RÉFORME ÉLECTORALE.

M. de Tocqueville a rendu publique la lettre suivante :

Monsieur.

De retour à Paris après une assez courte absence, je trouve dans le *Sidre* du 31 juillet dernier un article relatif à la réforme électorale.

Cet article exige une explication de ma part.

Quelques députés appartenant à des nuances diverses, mais unis par cette conviction commune qu'une réforme électorale était nécessaire, se sont spontanément rassemblés pour mettre en commun leurs pensées sur ce point et faire sortir de leurs débats la lumière.

Dans leurs réunions, dans celle du moins à laquelle j'ai pu assister (j'étais absent des autres, à mon grand regret), plusieurs plans de réforme ont été proposés et discutés. Aucun n'a été adopté, aucune base commune n'a été admise. Je ne puis donc reconnaître, quant à moi, que j'aie pris pour point de départ de mes réflexions ultérieures sur ce grand et difficile sujet les idées contenues dans l'article en question.

Parmi ces idées, il y en a plusieurs que je partage entièrement, telles, par exemple, que celles relatives à la destruction des petits collèges. J'ai toujours considéré l'extrême fractionnement de notre corps électoral comme la source naturelle, l'une des causes premières de l'égoïsme, de l'intrigue et de la corruption politique qui nous déshonorent et qui nous perdent. Bien tôt si on n'y remédie. Parmi ces mêmes idées, il y en a d'autres qui me semblent mériter d'être examinées de nouveau et de plus près. Il y en a enfin que j'ai déclaré publiquement ne pas vouloir admettre, du moins quant à présent : l'indemnité des députés est de ce nombre.

J'ai cru, M. le rédacteur, que cette manifestation de ma pensée serait utile à la cause d'une sage réforme, cause que nous défendons l'un et l'autre, puisqu'elle montrerait que tous ceux qui désirent le perfectionnement de nos lois électorales, cherchent avec une entière sincérité et une complète liberté, le meilleur moyen de l'obtenir.

ALEXIS DE TOCQUEVILLE,
Député de la Manche.

MM. Scribe, Berton, Auber, Halévy, sont allés ce matin au ministère de l'intérieur pour demander à M. Duchâtel de recevoir leurs observations sur le danger de réunir l'opéra italien et l'opéra français dans la même salle et dans la même administration. Ces messieurs étaient munis des pouvoirs de M. Chérubini, directeur du Conservatoire, et d'une lettre de M. Meyerbeer qui, forcé d'aller retrouver sa mère avait, en partant, laissé cette lettre dont les termes très énergiques exprimaient une opinion conforme à celle de nos compositeurs français. Le ministre n'a pu recevoir cette députation; mais il a promis de l'entendre lundi matin, et de ne rien décider avant cette conférence dans laquelle doivent être défendus les intérêts de notre art national: il faut espérer qu'il hésitera à signer la ruine de l'Opéra français pour lequel la chambre des députés a voté une subvention de 620,000 fr., dans l'ignorance d'un projet organisé par une complicité coupable et qu'on a eu soin de ne révéler qu'après la clôture de la session.

Ce projet de réunion contre lequel protestent énergiquement auteurs, compositeurs et chanteurs, est ce matin dans la *Quotidienne* l'objet de réflexions fort justes que nous reproduisons :

Sous le rapport de l'art, le projet est monstrueux et mortel pour l'un des deux genres, qui succombera dans la lutte journalière, établie sur le

même terrain; les comparaisons d'écoles et de talents seront plus irritantes, parce qu'elles seront plus immédiates, et peut-être les deux genres perdront chacun de leur attrait, par la raison qu'en donnant une femme d'esprit qui connaît bien tout ce que la mode a de fantasque à Paris, c'est que la pucelle ne s'amuse pas deux jours de suite au même endroit. Mais une raison à laquelle personne n'a pensé, et qui est très grave au fond, quoique futile en apparence, c'est que le public du Théâtre-Italien est un public plus dandy, plus fashionable, et surtout plus aristocratique que celui de l'Opéra; les locataires des loges, dont le plus grand nombre a fait décorer les siennes avec une grande élégance et une rare richesse de coquetterie, ne voudront pas que leurs loges soient occupées par des spectateurs plébéiens; ce seul fait peut mécontenter vivement tout le corps diplomatique et les plus hautes puissances des deux nobles faubourgs.

Nous ne serions pas embarrassés de produire cent autres raisons qui démontreraient jusqu'à l'évidence l'impossibilité de cette réunion. Ce qui prouve bien mieux, que tout le reste, que ce projet est encore plus impossible qu'absurde, c'est qu'il a été révoqué plusieurs fois et qu'on a été toujours forcé de renoncer à son exécution. Il y a environ trente-six ans qu'un directeur de l'Opéra, nommé Bonnet de Treiches, soumit au ministre de l'intérieur, un plan rédigé dans ce système de réunion; ce plan fut examiné avec soin par des hommes plus artistes encore que M. Duchâtel, et on fut obligé d'y renoncer, tant les inconvénients et les obstacles se présentèrent en foule. Cependant Chaptal, alors ministre de l'intérieur, qui savait que le premier consul attachait beaucoup d'importance à loger convenablement la troupe italienne qui venait d'arriver, et qui allait souvent jouer à la Malmaison, soumit à Bonaparte le projet de Bonnet; le premier consul l'examina avec attention, et puis se levant de son fauteuil en haussant les épaules, il dit au ministre : « Ce projet n'a pas le sens commun, il vaudrait autant tant me proposer de réunir le ministère de la marine à l'amirauté anglaise, sous la direction de Décrès et de lord Saint-Vincent. »

On ajoute que si la réunion des deux théâtres a lieu, M. Duprez demandera à ne plus chanter qu'en italien.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

Le général O'Donnell, qui vient d'être nommé lieutenant-général, est entré à Valence au milieu des acclamations de la population : l'on s'attend à ce qu'il saura relever les échecs de Morella et Segura.

Les constitutionnels ont repoussé les carlistes qui avaient attaqué Ceste (Royaume de Valence), le 21.

D'après les dernières nouvelles de Valence du 23 juillet, O'Donnell se trouvait dans cette ville, le général Aspiroz à Onda, et les forces de Cabrera à Alcora et ses environs.

AFFAIRES D'ORIENT.

Les lettres que nous avons reçues aujourd'hui de Constantinople, en date du 10 courant, confirment la nouvelle que le divan a pris la résolution de faire à tout prix la paix avec Méhemet-Ali. Toutefois quelques personnes prétendent que la flotte a quitté les Dardanelles du consentement du sultan et que le divan interrogé à ce sujet par les ambassadeurs européens leur a donné une réponse évasive. Du reste la plus grande tranquillité règne à Constantinople. Quelques conspirations ont été étouffées en germe. Les janissaires se sont remués et le bourreau fait son métier toutes les nuits.

Une lettre de Constantinople porte ce qui suit :

Le jeune sultan poursuit sans relâche les changements qu'il a commencés; le temps prouvera si ces mesures n'empêcheront pas un changement de système. Quelques-uns de ces changements sembleraient pronostiquer un retour à l'ancien système, bien que jusqu'à ce jour aucune démonstration positive ne soient venues confirmer nos soupçons. Dans tous les cas, il faut espérer que les grands avantages retirés jusqu'à ce jour du déploiement de la force militaire, pour maintenir le calme et la sécurité dans la capitale, ne manqueront pas de produire une vive impression sur le sultan. Grâce à la fidélité et à l'apparence imposante des troupes; grâce aussi aux mesures judiciaires et énergiques prises par Chosrew-Pacha, le changement de règne s'est effectué avec un ordre et une régularité presque sans exemple dans les annales de l'empire ottoman. Chosrew-Pacha et Halil-Pacha paraissent jouir de l'entière confiance du sultan, qui a, en quelque sorte, partagé avec eux le pouvoir souverain en leur déléguant toute son autorité. La sultane-mère, que l'on considère comme une femme pleine de sagesse et de prudence, exerce aussi, dit-on, une très grande, mais aussi très salutaire influence sur son fils, à qui elle conseille avec force de renoncer à toute espèce d'amusements bas et futiles, indignes d'un monarque dont le temps appartient seul à son peuple, et surtout d'éviter les ruineux excès qui ont affaibli les dernières années de la vie de son père. Ce qu'il y a de certain, c'est que le nouveau souverain a renvoyé tous les musiciens, chanteurs, jongleurs et baladins turcs qui étaient attachés au palais impérial; et même, assure-t-on, il a ordonné que toutes les bouteilles, carafes, verres et autres ustensiles de débauche fussent brisés et jetés dans le Bosphore.

C'est avec peine que je vous annonce que les nouvelles de la défaite totale de l'armée turque se confirment pleinement. Halil-Pacha, grâce à son obstination et à son incapacité, s'est laissé prendre en flanc par l'armée d'Ibrahim, et quand il a vu que les choses étaient désespérées et la retraite impossible, il s'est retiré à Malatia avec les débris de son armée. Rien au monde ne peut en ce moment empêcher Ibrahim-Pacha de marcher sur

Constantinople, et si l'intervention étrangère ne s'en mêle pas, nous pourrions nous attendre à le voir ici avant un mois. De grands conseils sont tenus journellement, mais je n'ai pas entendu dire qu'il ait été fait aucune demande d'intervention aux puissances étrangères.

Les nouvelles de Saint-Petersbourg portent que, dans un conseil récent de cabinet, il a été décidé que la Russie interviendrait immédiatement dans les affaires d'Orient. On ajoute que pour prévenir tout retard, l'empereur se rendra à Odessa pendant le mois de juillet, accompagné de ses deux fils et avec le ministre des affaires étrangères.

Une lettre de Montevideo, du 8 mai, annonce que le brick de guerre français le *Sylphe* a attaqué le port d'Atalaya de la république Argentine, et qu'après avoir mis en déroute la garnison, il a incendié 27 petites embarcations chargées de marchandises de contrebande. On en estime la valeur à un million de piastres.

Actes officiels.

GUERRE. — Une ordonnance du roi détermine une nouvelle répartition du contingent de la classe de 1858, entre les départements du royaume.

— Une décision du ministre de la guerre prescrit l'usage des guêtres de cuir en remplacement de celles de drap.

— Le ministre de la guerre a décidé que les régiments d'infanterie de ligne seront armés du seul fusil d'infanterie modèle 1822 (canon de 40 pouces), et que les régiments d'infanterie légère seront armés du seul fusil dit de voltigeur modèle 1822 (canon de 38 pouces).

Chambre des Pairs.

Séance du 4 août. — PRÉSIDENCE DE M. LE CHANCELIER.

La chambre, qui s'est réunie à une heure pour discuter son budget, reste en séance secrète jusqu'à 4 heures.

La séance publique est ouverte à 4 heures un quart.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion du budget des dépenses.

M. DE CHAMPLON critique l'action de la presse, qu'il regarde comme un obstacle puissant au jeu du gouvernement représentatif. Il émet le vœu qu'à l'avenir cette action se renferme dans des plus sages limites.

L'orateur émet le vœu en terminant que le système de centralisation qui semble adopté soit moins exclusif. Il voudrait aussi que la répartition des fonds entre les divers départements se fit d'une manière plus régulière.

M. LE CHANCELIER : Quelqu'un demande-t-il encore la parole sur l'ensemble du projet? (non, non.) Alors je vais mettre aux voix les divers articles.

M. DUBOUCHAGE demande que les fonds réservés aux pensions de l'ancienne liste civile soient augmentés.

MM. de Cordoue et Dubouchage désiraient qu'au lieu de secours il fût accordé des pensions aux vieux membres du clergé que leurs infirmités rendent nécessaire.

Il paraît aux deux honorables orateurs peu sçant que des hommes qui se sont consacrés au service de la morale publique et de la religion soient obligés de tendre la main dans leur vieillesse.

Personne ne demande la parole sur les budgets des affaires étrangères.

M. DUBOUCHAGE présente au sujet du système du régime de la prison de la Force quelques considérations. Il croit que les prisonniers y sont trop mal vêtus, trop mal nourris, traités avec trop de rigueur. Il appelle l'attention de M. le ministre sur cet état de choses, surtout lorsqu'il y a des prévenus mêlés aux condamnés.

M. DUCHATEL, ministre de l'intérieur, déclare que des projets relatifs au système des prisons seront présentés dans une prochaine session. Il ne pense pas du reste, comme M. Dubouchage, que les prisonniers soient mal traités, le pain est bon et les aliments sont sains.

M. LE CHANCELIER : Je dois dire que si quelques détenus politiques sont à la Force, c'est parce qu'en visitant dernièrement la Conciergerie qui était le local naturel des insurgés des 12 et 15 mai, je crus devoir demander qu'ils fussent transférés dans diverses autres prisons, à cause de leur entassement; ce fut un sentiment d'humanité qui me fit agir; aussi je m'empresse d'assumer sur moi toute la responsabilité de cette mesure que j'ai en grande partie provoquée.

M. DUCHATEL, ministre de l'intérieur : L'administration s'associe à la responsabilité de cette mesure.

M. D'ANTHOUD : Je demande à présenter quelques observations au sujet du ministère de la guerre.

Je viens laver le comité d'artillerie des reproches qui lui ont été adressés par M. Arago à la chambre des députés. On a avancé que les armes françaises, en usage dans nos armées, étaient d'une infériorité marquée. Eh bien ! messieurs, je dis, après vingt-cinq ans d'expérience, que le fusil français est de beaucoup supérieur aux fusils des autres armées de l'Europe, l'expérience nous avait indiqué la nécessité de quelques améliorations, ces améliorations ont été apportées et la supériorité de nos armes est incontestable.

Quant aux fusils rayés je puis, en connaissance de cause, assurer à la chambre qu'ils ont une portée de beaucoup inférieure à celle des fusils à balle franche.

On attribue à M. Delvigne l'invention de la carabine dont le bataillon des tirailleurs d'Afrique est armé; eh bien ! je dois dire qu'il n'en est point

mieux jusqu'ici, et la placera parmi nos meilleurs peintres religieux.

Vous n'avez point oublié la large toile qui, à l'Exposition dernière, occupait presque à elle seule l'un des flancs du grand salon carré, et qui représentait l'amende honorable d'Urbain Grandier. Vous avez entendu répéter devant cette toile le mot du roi : *Voilà un jeune homme qui fera son chemin*. La liste civile a acheté le tableau, et l'artiste en a fait lui-même, d'après son œuvre, une eau forte vigoureusement et fidèlement exécutée. On remarque en outre, dans son atelier, plusieurs portraits de femme peints avec une grande justesse de sentiment.

Dantan a-t-il quitté Paris, pour aller diriger à Angers les importantes restaurations de la cathédrale. Personne mieux que lui ne pouvait conserver aux sculptures d'un si magnifique édifice leur caractère et leur valeur.

Quant à son frère, il se hâte de terminer une grande figure de Paër, destinée à l'Institut, et plusieurs petits bustes, afin de pouvoir partir bientôt pour Bade avec Eugène Guinot. Ce qu'a produit Dantan jeune depuis six mois, tient du prodige. Jamais on n'a vu pareille fécondité : une statue colossale de sainte Agathe pour la Madeleine, un buste du comédien Potier, une statuette du comte Demidoff, et les figurines de M. Guizot, de Batta, de Bériot et de Théophile Gautier. Cette dernière surtout présente une ressemblance extrême. Les cheveux longs et soyeux encadrent avec bonheur le front et viennent bien s'harmoniser avec les lignes du cou et les formes énergiques des épaules. C'est le front-modèle, le regard moqueur, la bouche dédaigneuse et sensuelle de l'original; en un mot, la tête d'un poète hantée sur le corps d'un athlète. Une telle nature doit aimer et admirer avant tout la forme, et dans son allure herculéenne, faire bon marché, dans les arts, de la disposition combinée savamment, et de la réverie vague et vaporeuse. Voilà ce qu'exprime avec une grande justesse la figurine pétrie par Dantan jeune.

Théophile Bra parcourt les villes du nord et vient de temps à autre ébaucher une statue dans un atelier qu'il s'est établi à Douai, sa ville natale. David, d'Angers, va quitter Paris; chacun se sauve à l'étranger, dans les départements et à la campagne. Tous les ateliers sont déserts, toutes les hirondelles de l'art ont quitté Paris; Paris maintenant sans inspiration, sans ce contact perpétuel avec les hommes d'intelligence, qui sait si bien éveiller l'imagination et sans lequel reste impossible la production des grandes choses comme des belles choses.

Cependant, quelques étrangers arrivent dans Paris, que l'on peut comparer sans injustice à une carrière déserte et brûlante. Il faut citer M. Léonard parmi ces intrépides provinciaux qui s'exposent au supplice de

la fournaise ardente. M. Léonard est un employé qui occupe les loisirs que lui laissent ses fonctions à faire de curieuses et savantes expériences sur l'instinct des animaux. Il est parvenu en peu de temps, par des moyens fort simples et cependant fort ingénieux, à dresser deux chiens qui laissent bien loin derrière eux toutes les merveilles surannées des *Munio* et des consorts. C'est par les excitants qu'il parvient à exalter l'intelligence des animaux dont il veut perfectionner l'instinct. Ses élèves, Philax et son camarade, sont deux beaux chiens d'arrêt de haute taille. Non-seulement ils obéissent sur-le-champ aux ordres les plus compliqués de leur maître, ils savent distinguer les couleurs, connaissent la valeur des nombres, additionnent, divisent et multiplient, mais encore ils établissent entre divers objets des analogies d'une grande justesse. Ainsi, qu'on leur présente une gravure, ils iront prendre dans la chambre un objet en rapport avec le sujet qu'elle représente. Tout cela se fait doucement, sans bruit, sans menace et de bon gré. A l'exception de M. Magendie, les savants de Paris se sont montrés assez indifférents de pareilles merveilles. C'est que par malheur, depuis la mort de Cuvier, les savants de Paris ne s'occupent guère que de la classification de l'histoire naturelle, et laissent de côté la seule partie vivante de cette science, l'étude des mœurs des animaux. Certes, il est plus facile de disséquer un insecte ou un quadrupède, de compter les articulations des pattes de l'un, de numérotter les vertèbres de l'autre, que de suivre, avec un regard patient et d'intelligence, les allures, les goûts, les instincts et les habitudes de cet insecte ou de ce quadrupède. Il est beaucoup plus facile de ranger des ossements, que d'écrire de l'histoire.

Quoi qu'il en soit, l'Académie des sciences devrait ne point user de dédain envers M. Léonard. Nous en appelons à une autorité irréusable, à M. Magendie, il n'y a point de mystification dans les faits que démontre M. Léonard. Car nous savons que l'Académie des sciences se trouve souvent dupe de grossières et impudentes mystifications, témoin le fœtus de Seyra et les petites anguilles venues du fond de je ne sais plus quel puits artésien. Après avoir bien discuté et bien disputé, on a reconnu que le fœtus de Seyra, prétendu avorton humain trouvé dans le corps d'un enfant, était... un fœtus de chat. Le dénoûment des anguilles subterrannées a été aussi burlesque.

Une autre fois, l'un des hommes les plus célèbres dans les sciences naturelles, acheta fort cher une momie merveilleuse de conservation, et fit solennellement, en cours public, l'ouverture de cette momie. Or, il se trouva dans le ventre de la momie une branche de romarin, verte, fraîche et qui semblait cueillie depuis huit jours à peine. Grande rumeur à la vue de cette découverte, car la momie, s'il fallait en croire la boîte

égyptienne qui l'enveloppait, comptait quatre mille ans. Le savant écrivait un mémoire pour expliquer, comme toute naturelle, cette conservation d'une branche de romarin pendant quatre mille ans, lorsqu'il reçut la visite d'un autre savant de ses amis : j'aurais dû dire de ses ennemis, car tous les savants sont ennemis.

Mon cher confrère, dit le visiteur, j'ai appris que vous alliez livrer à l'impression votre mémoire sur la branche de romarin de quatre mille ans. Dans l'intérêt de la science, je veux vous éviter un ridicule. La momie se trouve bien enfermée dans une boîte antique, mais elle n'en est pas moins de fabrication moderne. Pauvre grisetie parisienne, elle dansait encore il y a deux mois à la Chaumière, où un froid fatal lui a valu une fluxion de poitrine et la mort. J'ai enlevé son cadavre à l'Hôtel-Dieu, je l'ai embaumé par les procédés de M. Gannal, je l'ai enveloppé avec de vieilles bandelettes de toile à demi brûlées par un fer à repasser bien chaud, afin de leur donner la couleur dont le temps et le bitume imbibent les bandelettes des momies véritables, et j'ai placé dans la poitrine la branche de romarin que vous savez.

Le vieux savant ne voulut point d'abord croire son collègue et ne vit, dans l'avis officieux qu'il en recevait, que l'intention de lui enlever la gloire d'expliquer un phénomène. A la fin, cependant, des amis, prévenus de sa mystification, lui donnèrent tant et de si bonnes preuves, qu'il renonça à la publication de son mémoire, non sans soutenir toutefois qu'une branche de romarin peut se conserver fraîche durant quatre mille ans dans la poitrine d'une momie; et que si celle-là était moderne, elle aurait pu être antique.

D'une momie aux joyeuses volées d'artistes qui s'enfouissent, il y a, certes, bien loin. Pourtant, il faut que je vous parle encore de Musard qui va parcourir la province, et faire entendre aux départements étonnés, les prodiges de son orchestre. Il y a quelques jours, ce grand homme de la contredanse a rassemblé, dans la salle déserte de la rue Neuve-Vivienne, tous ses musiciens; et là, avec l'air mélancolique que vous savez, la tête nue, le geste solennel, il a prononcé l'exorde suivant :

Messieurs, l'année dernière nous étions couverts de lauriers, aujourd'hui les branches de l'arbre s'étendent plus loin; c'est donc plus loin qu'il nous faut en aller cueillir.

Puis, voyant son auditoire attendri, il ajouta à cette métaphore une foule d'autres belles choses, qui signifiaient : Nous allons partir pour Lille ou pour Saint Quentin, et que la parole écrite ne saurait rendre; car aux discours de Musard il faut l'accompagnement du geste, et l'orchestre des inflexions de voix. — Quoi qu'il en soit Mlle Reisinger et son accom-

ainsi, que cette dernière est le fruit de six ans de travaux du comité d'artillerie, et qu'elle n'appartient pas plus à M. Delvigne que la machine de Watt appartient à Papin. (Agitation.)

M. DE CORDOUE voudrait que les voitures qui sont destinées au transport des militaires malades, de leurs femmes et de leurs enfants, fussent suspendues. Cela serait, dit-il, au moins aussi philanthropique que de conduire en voiture aux galères les condamnés.

M. SCHNEIDER, ministre de la guerre : Lors de la nouvelle adjudication qui va avoir lieu, le gouvernement prendra en considération l'observation de M. de Cordoue.

Personne ne demande la parole sur le ministère de la marine et des colonies.

La parole est à M. Barthélemy sur le ministère des finances.

M. BARTHÉLEMY : Je désirerais que les frais de transport pour les lettres fussent diminués, et que dorénavant le port fut le même pour toutes les localités. Le port des lettres rapporte chaque année 39 millions; 18 sont affectés à la dépense, 9 sont destinés à rétribuer les services généraux, 9 enfin au frais de transport. Or, si l'on réunit tous les services faits, soit par les malles-postes, soit par des administrations particulières, on arrivera à ce résultat que les dépenses, pour frais de transport, ne s'élèvent qu'à 9 millions, c'est-à-dire au quart de la rétribution; tout le reste s'applique aux frais généraux et d'impôt. Or, je prétends qu'il n'est pas juste que les lettres qui vont à Marseille coûtent plus en impôt et frais généraux que celles qui vont à Orléans ou à Chartres. Il me semble donc qu'il y aurait avantage pour tous, et justice en même temps, à réviser les tarifs et à établir une tarification unique, si cela est possible.

M. PASSY, ministre des finances : Je suis convaincu qu'il y a en ce qui concerne la taxe des lettres et les frais de transport de grandes améliorations à introduire dans notre système; mais je crois que le mode d'uniformité de taxe dont a parlé l'honorable préopinant, est inadmissible ou présente du moins de grandes difficultés. On sait bien que les lettres qui vont à Marseille coûtent plus à l'administration que celles qui ne vont qu'à Orléans, dès lors, il semble difficile d'établir une espèce d'uniformité dans les tarifs. C'est là une question très grave, et je donne à la chambre l'assurance que le gouvernement s'en occupera.

M. CH. DUPIN voudrait que l'état favorisât les entreprises destinées aux transports des voyageurs par mer au moyen de bateaux à vapeur. Ce serait un moyen puissant d'augmenter nos relations avec les autres puissances, et d'améliorer notre état commercial, de former des matelots.

M. DE CORDOUE voudrait que le ministre prit des mesures pour que l'on réunit en une seule somme les diverses dépenses que coûtent les perceptions, et que cette somme fût ensuite divisée entre les divers habitants du royaume, de manière que les divers percepteurs fussent rétribués à raison de l'importance de leurs fonctions et de leurs travaux; que chaque contribuable payât en raison de la taxe des frais de perception.

M. D'AUVERGNE : Ce que demande M. de Cordoue existe depuis sept ou huit ans, il n'y a aujourd'hui de centimes spéciaux pour la perception des impôts, on a tout réuni sous le titre centimes généraux; ainsi, la part de chaque percepteur est en raison du travail et la portion payée par chaque contribuable en proportion de son impôt.

La chambre passe à la discussion des articles qui sont successivement adoptés.

Le budget des dépenses se trouve entièrement adopté.

Il est procédé au scrutin sur l'ensemble du budget des dépenses.

En voici le résultat :

Votants.	100
Majorité absolue.	51
Boules blanches.	99
Boules noires.	1

La chambre a adopté.

La séance est levée à cinq heures et demie.

Nouvelles et Faits divers.

Hier, dans la matinée, le roi a travaillé avec M. le président du conseil et M. le ministre de l'intérieur.

Dans la soirée, LL. MM. ont reçu M. le vice-amiral Jacob, MM. le comte de Bondy, Gautier et de Rumigny, pairs de France, et MM. les généraux Durosnel et Fabvier.

Le conseil des ministres s'est réuni hier soir à huit heures chez M. le président du conseil, à l'hôtel du ministère des affaires étrangères.

Une dépêche télégraphique annonce que la corvette de charge le *Tarn*, commandée par M. Rang, capitaine de corvette, est partie de Toulon le 2 août. Ce bâtiment se rend à Barcelonne.

M. Lapsdorf, premier secrétaire de l'ambassade de France, vient d'arriver en courrier à Paris venant de Vienne.

Les journaux anglais annoncent que M. le comte d'Argout, pair de France et gouverneur de la banque, est arrivé mardi soir à Londres.

Le service et le personnel des commissionnaires sur la voie publique à Paris viennent d'être régularisés par M. le préfet de police et divisés en trois classes ainsi désignées : commissionnaires à Paris, commissionnaires déchargeurs aux barrières, commissionnaires des communes rurales. Des médailles différentes seront portées par ceux de Paris et de la banlieue. Enfin, tout commissionnaire devra être porteur d'un livret et de sa médaille, qu'il ne pourra pas engager, et ne pourra stationner qu'à la place qui lui aura été assignée. Toutes les médailles délivrées jusqu'ici aux commissionnaires de Paris ou de la banlieue ont dû être échangées contre les nouvelles, avant le 1^{er} août.

déon ne suivront point dans l'exil, le Coriolan de la musique populaire; elle restera à Paris, et par conséquent son fou y reste aussi; car Mlle Reinsner a son fou, comme jadis Marie-Antoinette avait le sien. C'est un Anglais qui la suit partout, en France, en Angleterre, en Allemagne ou en Italie, n'importe où, qui se passionne, qui se convulsione, qui pleure, qui bat des mains quand il vient à entendre les sons incisifs de l'accordéon, et il les entend chaque fois que l'artiste joue en public. — Du reste, il n'a jamais cherché à dire un mot à la jeune fille, il se contente de la suivre, de l'applaudir, et de l'écouter surtout.

S. Henry BERTHOUD.

Lady Esther Stanhope, reine de Palmyre.

On lisait, dans les journaux d'hier, cette annonce de peu de mots : « Lady Esther Stanhope vient de mourir à Djouni, en Syrie, à l'âge de 64 ans, après une longue maladie. » Et le lecteur indifférent n'interrogeait pas même ses souvenirs pour se rappeler quelle était cette femme, morte sur les confins du désert, au milieu de ces populations Druses et Turcomanes sur lesquelles pourtant cette fille des infidèles avait un jour exercé une influence si étrange, j'ai presque dit, si miraculeuse ! Et cependant il y eut, dans la destinée de lady Stanhope, une de ces phases dont on ne retrouverait pas un second exemple dans les fastes de l'Orient. Qu'on se figure quarante mille Arabes réunis tout à coup sur les ruines de Palmyre, tribus nomades, indomptées, ardentes comme les feux du soleil qui darde ses rayons sur les sables de la Syrie; qu'on se figure cette foule sauvage, immobile et silencieuse devant cette femme étrangère, frappée d'étonnement, et d'admiration, proclamant tout à coup la fille des Stuarts souveraine du désert et reine de Palmyre; qu'on se transporte par la pensée sur le théâtre de cette incroyable ovation, et l'on comprendra sans doute alors quelle était cette femme qui sut imposer silence au fanatisme musulman, et s'improviser à elle-même une souveraineté magique sur les terres de Mahomet.

Lady Esther Stanhope, dit M. de Lamartine, dans son admirable ouvrage, était une nièce de Pitt. Après la mort de son oncle, elle quitta l'Angleterre et parcourut l'Europe : jeune, belle et riche, elle fut accueillie partout avec l'empressement et l'intérêt que son rang, sa fortune, son esprit et sa beauté devaient lui attirer; mais elle se refusa constamment à unir son sort à celui de ses plus dignes admirateurs; et après quelques années passées dans les principales capitales de l'Europe, elle s'embarqua avec une suite nombreuse pour Constantinople. On n'a jamais su le motif de cette expatriation : les uns l'ont attribuée à la mort d'un jeune

Le 17^e de ligne se rend de Montpellier à Marseille; le 49^e id., de Nîmes à Montpellier; le 65^e id., qui rentre d'Afrique, se rend à Nîmes; le troisième bataillon du 55^e de ligne, qui était à Soissons, s'est réuni aux deux premiers bataillons, à Paris; le 15^e léger, parti de Portvendre avec la destination d'Alger, s'est rendu à Oran, où il a remplacé le 62^e de ligne, qui est maintenant à Alger; le dépôt du 47^e, à peine arrivé à Romans, se rend à Narbonne; le dépôt du 48^e, à Romans.

Sur 37,000 communes de France, 15,000 sont dotées du service de postes quotidiens.

Un savant économiste, Edward Baines, a calculé dans son ouvrage sur les manufactures de coton anglaise, que la longueur totale des fils de coton, employés dans les ateliers des trois royaumes, pendant une seule année, était égale à cinquante et une fois la distance du soleil à la terre, c'est-à-dire à environ deux mille millions de lieues de poste; à son exemple, un de ses émules s'est amusé à calculer comment le temps de nos députés avait été employé pendant la discussion du budget des dépenses. Il a trouvé que 1,400,805,053 fr. de dépenses pour l'année 1840, avaient été votés en trente heures de séance, qu'ainsi nos honorables en avaient voté pour 36,693,501 de francs par heure, ou bien pour 611,351 francs par minute, ou bien encore pour 10,193 francs par seconde. Certes, il est difficile de se montrer plus expéditif en affaires d'argent, et le *Male-jenny*, la fameuse machine anglaise, ne fonctionne pas avec plus d'activité.

A soixante milles environ de Calcutta, dans la capitale de la province de Madras, il a été converti un grand nombre d'indigènes au christianisme. Un missionnaire est parvenu à déterminer plusieurs villages voués au mahométisme à devenir chrétiens. On compte 55 à 60 villages dont la population était de trois mille âmes, et qui ont consenti à se rallier au christianisme.

On écrit de Saint-Omer : « Un individu de la commune de Blaringhem occupé dernièrement à coudre, avala par distraction une aiguille qu'il tenait entre les lèvres. Cette aiguille descendit dans l'estomac et lui fit éprouver des douleurs aiguës. Bientôt elle passa dans les intestins se faisant sentir par de nouvelles piqûres. Dimanche dernier, l'habitant de Blaringhem aperçut à son flanc gauche un bouton rougeâtre, et sentit sous l'épiderme la pointe de l'aiguille qu'il s'empressa de retirer en pratiquant une incision. »

On écrit de Valenciennes : Une saisie importante vient d'avoir lieu sur la frontière. Les préposés des douanes ont arrêté une voiture chargée de madiers, lesquels renfermaient 500 k. de tabacs étrangers, au moment où la voiture allait entrer en France par Bonsecours.

Le chemin de fer de Versailles sera livré aujourd'hui dimanche à la circulation. Les départs auront lieu toutes les heures, de Paris, depuis 7 h. 14 du matin jusqu'à 10 h. 14 du soir, et de Versailles depuis 7 h. du matin jusqu'à 10 h. du soir. Il y aura aujourd'hui des convois supplémentaires, partant de Versailles jusqu'à minuit. Le prix des diligences est de 1 fr. 80 et des wagons de 1 fr. 50 par place.

Les bureaux sont rue de Londres, à la gare du chemin de fer de Saint-Germain.

Le théâtre de la Renaissance veut réhabiliter à Paris la danse espagnole, et pour cela, il vient de traiter avec les deux premières danseuses du Théâtre-Royal de Madrid, Mmes Maria Goze et Maria Fabiani, qui n'ont encore paru sur aucun théâtre de France. Elles exécuteront des pas de caractère avec Francisco Piattoli et Mariano Gonzales. On parle aussi d'introduire des comiques d'une grande originalité. La *Lucia de Lammermoor*, de Donizetti est promise pour cette semaine.

Agriculture. — Industrie. — Commerce.

On écrit de Bordeaux, 1^{er} août : « Quelques arrivages sont venus depuis le commencement du mois renforcer nos existences en toutes sortes, sans pourtant apporter plus d'activité à nos affaires qui sont toujours languissantes. Les affaires en sucre en pains, qui s'étaient ranimées et qui avaient pris de l'extension, viennent tout à coup de s'arrêter. Nous n'obtenons déjà plus le prix de 81 fr. pour la bonne; on nous assure même avoir traité à 79 fr. L'exportation qui avait tiré 400 quintaux environ s'est aussi arrêtée. Les basses matières cependant continuent à être d'un débouché assez suivi. Les mélasses ne s'obtiennent pas au-dessous de 18 fr. On a fait 2,012 pièces à ce prix. »

Voici ce que nous lisons dans le *Courrier du Gard*, journal de Nîmes, au sujet des opérations de la foire de Beaucaire :

La bonneterie de Saube a rencontré une cruelle défaveur. Mais, hâtons-nous de le dire, elle a eu tout d'abord une concurrence écrasante. Nous voulons parler de la bonneterie provenant des nouveaux métiers adoptés avec tant d'avantage par les manufacturiers de Falaise et de Troyes, métiers par lesquels on obtient des bonnets sans couture. Ceux-ci, on le comprend déjà, ont éloigné les acheteurs des bonnets de Saube, faits d'après l'ancien système. Il est malheureux que nos localités cévenoles, qui, de temps immémorial, se sont livrées à cette industrie spéciale, persévèrent encore dans une routine vieille et n'adoptent pas à leur tour l'heureuse innovation que leurs heureux rivaux ont tout lieu d'applaudir. — Alors que la bonneterie de Saube a été, pour ainsi dire, délaissée, celle du système nouveau a procuré principalement à MM. Leenhard frères, de Montpellier, des affaires très heureuses et très considérables. — Le temps marche, il marche vite, bien vite, aujourd'hui. Marchez avec lui et comme lui.

La ganterie de soie a joui d'une faveur remarquable. Les soies, peu nombreuses, puisqu'il n'y avait, à vrai dire, que des soies de Provence, se sont vendues à un haut prix. Mais les achats ont été peu nombreux.

général anglais, tué à cette époque en Espagne, et que d'éternels regrets devaient conserver à jamais présent dans le cœur de lady Esther; les autres, à un simple goût d'aventures que le caractère entreprenant et courageux de cette jeune personne pouvait faire présumer en elle. Quoi qu'il en soit, elle partit; elle passa quelques années à Constantinople, et s'embarqua enfin pour la Syrie sur un bâtiment anglais qui portait aussi la plus grande partie de ses trésors, et des valeurs immenses en bijoux et en présents de toute espèce.

La tempête assaillit le navire dans le golfe de Macri, sur la route de Caramanie; le vaisseau fut brisé, les trésors de lady Stanhope furent engloutis dans les flots; elle-même n'échappa qu'avec peine à la mort.

Cependant rien ne peut affaiblir les résolutions de lady Esther, elle retourne à Londres, rassemble les débris de sa fortune, reprend la mer, fait voile de nouveau vers les parages de la Syrie, et débarque à Latakia, l'ancienne Laodicée. Elle avait eu d'abord la pensée de fixer son séjour à Broussa, au pied du mont Olympe; mais Broussa ne compte pas moins de soixante mille habitants; c'est une ville commerçante, située aux avenues de Constantinople; et il fallait à lady Stanhope toute l'indépendance, toute la solitude du désert. Elle avait donc choisi les solitudes du Liban, dont les ramifications extrêmes vont se perdre au milieu des sables. Palmyre ruinée, Palmyre l'ancienne ville de Zenobie plaisait à son imagination; et le lieu de sa nouvelle résidence devait être voisin de ces plages oubliées où le passé se retrouve avec tout son prestige, toute son originalité.

La voici donc au village de Djouni, la noble exilée, dont la vie est livrée tout entière aux aventures du hasard; l'Europe, disait-elle, est un séjour fade et monotone; j'y vois des peuples indignes de la liberté, et l'avenir ne m'y présente que révolutions sans fin; la voilà dans sa thébaïde, étudiant l'arabe, et cherchant à pénétrer le caractère des populations de la Syrie. Un jour, l'étrangère, vêtue du costume des osmanlis, se met en route pour Jérusalem, pour Damas, pour Alep, pour le désert; elle s'avance au milieu d'une caravane chargée de richesses, de tentes, de présents pour les scheiks; bientôt elle voit s'assembler autour d'elle toutes les tribus, elle voit toutes ces peuplades s'incliner devant elle; comme jadis Ruy Diaz de Vihar en Espagne. Elle reçoit le nom de Cid; et pas une voix ne s'élève pour s'opposer à son triomphe.

Ce n'était point seulement par sa magnificence que lady Esther avait ainsi provoqué l'admiration des Arabes; plus d'une fois son courage avait été mis à l'épreuve; et toujours elle avait tenu tête au péril avec une audace, une énergie dont les tribus avaient gardé le souvenir. Lady Stanhope savait aussi flatter tous les préjugés musulmans; elle n'avait aucune

Les rares ballots de chanvre qui avaient été apportés ont été tous enlevés à des prix assez favorables.

Les indiennes, en général, principalement celle de Rouen et de Mulhouse, ont eu à souffrir d'une défaveur continue.

Les calicots se sont vendus en masse, mais à des prix excessivement bas.

Restreints par l'espace, et ayant à donner encore un résumé complet et général, nous dirons aujourd'hui, pour terminer, que les valeurs en recouvrement sur foire se sont généralement bien effectuées.

Instruction publique.

D'après la statistique de l'instruction publique en France, on compte 1,466 établissements d'instruction supérieure, savoir :

41 collèges royaux dirigeant l'instruction de	10,975 élèves.
317 collèges communaux	32,058
101 institutions	8,678
1,007 pensions	23,538

Total, 65,249

En y comprenant les écoles primaires le nombre total des maisons d'éducation approche de 40,000, dans lesquelles sont reçus environ 4 millions d'enfants et d'adultes.

Par décision du conseil royal de l'instruction publique, le *Dictionnaire des racines anglaises*, par le professeur Robertson, vient d'être autorisé pour l'enseignement dans les collèges. On trouve cet ouvrage chez Derache, libraire, rue du Bouloy, n. 7.

Les examens pour l'admission aux cours de l'école communale supérieure (collège français), auront lieu du 3 au 15 août au siège de l'école, rue Blanche, 19.

Sciences et arts.

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a tenu hier sa séance annuelle.

Cette séance, présidée par M. Letronne, a été ouverte par l'annonce des prix décernés et la distribution des médailles remportées par les auteurs de divers mémoires envoyés au concours. Le sujet du prix était : *L'examen critique des historiens anciens et de la vie du règne d'Auguste*. Il a été décerné à M. A. T. Egger, professeur au collège royal de Charlemagne. M. Alexandre Delaborde a lu ensuite un rapport sur plusieurs ouvrages relatifs aux antiquités de la France : *Une Histoire des milices bourgeoises en France, depuis le XII^e siècle jusqu'au XV^e*, par M. Yanosky, qui a obtenu la première médaille; une *Introduction à l'Histoire de France*, par MM. Ernest Breton et Achille de Jouffroy que l'Académie a jugés dignes de la seconde médaille; un *Essai historique sur les invasions des Hongrois en Europe, et spécialement en France*, par M. Dussieux; les *Invasions des Normands le long de la Loire et au midi de ce fleuve*, par M. Paillard de St-Aignan, entre lesquels a été partagé ex æquo la troisième médaille. Une mention très honorable a été décernée à M. Jubinal, éditeur des ouvrages de Rutebeuf. A l'appréciation de ces divers ouvrages, M. Delaborde a joint celle d'un grand nombre d'autres écrits adressés à l'Académie, dont plusieurs seront insérés dans ses mémoires, et dont l'académicien rapporteur a fait brièvement comprendre les divers mérites et l'importance.

M. Delaborde a été remplacé à la tribune par M. Daunou, qui, en sa qualité de secrétaire perpétuel, a lu une notice sur la vie et les ouvrages de M. Vanderbourg.

Hygiène publique.

DE LA DISTRIBUTION DE L'EAU DANS PARIS.

Tous les hommes éclairés qui se livrent à l'étude et à la recherche des améliorations sociales, se sont depuis long-temps préoccupés des moyens de procurer aux grandes cités l'eau nécessaire à leur besoins. Dans un pays qui marche à la tête de la civilisation pour tout ce qui se rapporte au bien-être matériel et au confort de ses habitants, en Angleterre, il existe depuis long temps dans toutes les principales villes, des établissements où une eau pure et abondante est distribuée pour un prix très minime à tous les habitants de chaque maison. Mais en France, ce système, qui a pu s'exécuter sans peine pour de petites localités, a présenté d'effrayantes difficultés d'exécution lorsqu'il s'est agi de l'appliquer à une ville comme Paris. Toutefois c'est une tâche devant laquelle il n'est pas permis de reculer : lorsqu'on sait qu'à Londres, il y a cinq établissements publics qui distribuent tous les jours, avec des machines à vapeur puissantes et formant une force totale de 1200 chevaux, 27 millions de gallons d'une eau pure et filtrée (le gallon correspond à quatre litres et demi). Ce qu'on fait sous une forme si grandiose en Angleterre, il n'est pas permis d'y renoncer au centre et dans la capitale de la France, où nous possédons des moyens d'action à peu près équivalents.

Toutefois, nous devons le dire à la louange des diverses administrations qui ont été placées à la tête de la ville de Paris, des tentatives furent faites à plusieurs reprises pour donner à la grande cité une quantité d'eau considérable, et en rapport avec ses besoins. Ainsi, le canal de l'Ouroq fut entrepris dans cette pensée, et lorsque son achèvement fut complet, on s'aperçut, mais trop tard, qu'il ne pouvait atteindre que très imparfaitement le but pour lequel il avait été créé.

relation avec les chrétiens et les juifs; elle passait des journées entières dans la grotte d'un santon, qui lui expliquait le koran; elle ne paraissait jamais en public qu'avec cet air d'inspiration majestueuse et grave qui fut toujours, chez les Orientaux, la marque distinctive des prophètes. Chez elle toutefois, cette conduite et cette attitude étaient moins l'effet d'un calcul que d'une propension marquée pour tous les genres d'exaltation et d'originalité.

Le séjour de lady Stanhope qui, d'abord, nous l'avons dit, n'était qu'un monastère, s'était tout à coup transformé en palais oriental, avec des pavillons, des jardins d'orangers, de myrthes, sur lesquels s'étendait le feuillage du cèdre, tel qu'il croit et se développe dans les montagnes du Liban.

Le voyageur auquel lady Esther ouvrait ce sanctuaire, la trouvait coiffée d'un turban formé d'un vaste cachemire rouge ou blanc, vêtue d'une longue tunique, à manches ouvertes et flottantes, d'un large pantalon tire dont la draperie s'affaissait sur des bottines de maroquin jaune, brodées en soie; les épaules couvertes d'une sorte de bournois, et le yataghan à la ceinture.

Lady Stanhope avait une physionomie grave et imposante; ses traits nobles et doux avait une majesté que relevaient encore sa haute stature et la dignité de sa démarche.

Mais un jour arriva que ce prestige, si dispendieusement entretenu, s'évanouit tout à coup. La fortune de lady Esther s'altéra par son absence; chaque année voyait diminuer ses revenus; ces ressources positives qui avaient, un temps, soutenu la magie de cette domination bizarre, s'affaiblissaient jour par jour. La reine de Palmyre redescendait au rang des simples mortels; celle qui avait signé les firmans absolus qui donnaient au voyageur le droit de parcourir en maître les régions de Palmyre; celle dont la Sublime-Porte avait tacitement reconnu l'autorité, vit bientôt ses populations méconnaître sa toute-puissance. On lui laissa le titre de reine, mais ce n'était plus qu'un souvenir, et de nouveau le silence du monastère régna dans les solitudes de Djouni.

Reine dépossédée de son auréole d'un jour, lady Stanhope expira, comme par un jeu du sort, au moment même où l'Orient s'ébranle; au moment où l'héritier d'Ahmet rend le dernier soupir sur le trône vermoulu de Mahomet II; elle meurt obscure, solitaire, sans même avoir mêlé son nom à ces grands événements, au bruit du canon qui gronde dans les plaines de Nezib, comme si, par une étrange dérision du destin, elle aussi avait dû avoir, comme jadis Alexandre-le-Grand, de sanglantes funérailles.

Henri CORNILLE.

